

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Crise de confiance, sujétion, irrésolution, fulte en avant. Tels sont les mots qui résument la semaine politique, au niveau de l'Etat et de l'action gouvernementale.

Une semaine politique comme tant d'autres depuis la rentrée, avec une saveur de fin de règne en dépit des nobles déclarations d'intentions et de l'enthousiasme des congrès.

Enthousiasme équivoque et déclarations vite démenties par les faits. Car les assises de l'U.D.R. apparaissent comme une défaite pour le Président de la République, qui a pu constater comme tout un chacun que les bravos étaient moins destinés à sa personne qu'à celle de MM. Debré et Chaban-Delmas. Deux hommes dont M. Pompidou s'est séparé récemment. Deux hommes qui constituent à ses yeux une menace, l'un parce qu'il est l'interprète du gaullisme orthodoxe, l'autre parce qu'il risque de devenir un candidat dangereux aux prochaines élections présidentielles.

Phénomène inquiétant que ce parti « de gouvernement » qui ne se rassemble plus autour du Chef de l'Etat, préférant envisager les perspectives de l'après-pompidolisme. Phénomène inquiétant que ce parti qui, malgré les votes par acclamations et les motions unanimes, a révélé des tendances profondément divergentes : l'une conservatrice avec M. Chirac, l'autre nationaliste jacobine avec M. Debré, et la troisième réformiste qui s'exprime à travers M. Chaban-Delmas.

Comment gouverner avec ces censeurs, ces réformistes, ces mécontents qui critiquent soit la faiblesse, soit le manque d'audace, soit les orientations européistes de la politique pompidolienne ? Voici donc le Président de la République contraint d'avancer sur un terrain mouvant, alors qu'il était en droit d'espérer de l'U.D.R. le soutien le plus ferme. Gageons que cela le confortera, sur le plan Intérieur, dans son parti-pris d'immobilisme.

(suite page 2.)

le régime en panne

**colloque de l'éducation nationale
restituer l'école à la société ?**

suite de l'éditorial

Un immobilisme, une « irrésolution », comme le montre Arthur Conte dans son dernier livre, que M. Messmer s'est efforcé de faire oublier par de fermes paroles. « Pour moi, a-t-il déclaré à Nantes, l'exercice de l'autorité peut être résumé par deux mots : action et sanction ». Voilà qui sonnait bien. Mais voici que, moins d'une semaine plus tard, cette fermeté se trouve démentie par le résultat des négociations entre le gouvernement et les commerçants, puisque M. Giscard d'Estaing a accepté d'« aménager » la taxation des produits alimentaires. Comment, ensuite, osera-t-on encore parler de l'« autorité » d'un Etat qui succombe chaque jour aux groupes de pression pour les raisons électorales que l'on sait ? C'est évident pour les petits détaillants. C'est non moins vrai pour d'autres secteurs de l'activité économique : comment expliquer, par exemple, que l'Etat tolère que les composants chimiques du vin ne soient pas indiqués sur les étiquettes, comme c'est maintenant obligatoire pour les autres produits alimentaires ? Ici comme ailleurs, les consommateurs font les frais de l'asservissement de l'Etat aux intérêts privés.

Seule la grève paie face à un Etat qui n'écoute que ceux qui le menacent : pour quoi les industriels et les commerçants n'utiliseraient-ils pas à leur avantage sa faiblesse intrinsèque ? Et comment s'étonner que les salariés victimes de l'inflation

choisissent à leur tour la grève, faute de pouvoir se faire entendre d'un Etat insouciant de l'intérêt général ?

Seule la révolte paie : les ouvriers de Lip en sont conscients, puisqu'ils sont à l'origine d'un projet de loi qui accroît les droits des salariés dans les entreprises. Et les adversaires du projet de loi sur l'avortement savent bien que seule la menace peut faire reculer un gouvernement soucieux de ne pas perdre leurs voix aux prochaines élections.

Telle est la loi naturelle d'une démocratie qui n'obéit qu'à la force. Que cette dernière soit bienfaisante ou néfaste, faut-il s'en satisfaire ? Ce serait oublier qu'elle ne permet aucun résultat durable, les passions et les majorités pouvant brutalement changer, intimant à l'Etat une autre politique. Comment pourrait-on faire confiance à un Etat ballotté au gré des majorités et des groupes de pression ? Il ne présente aucune garantie d'avenir même s'il choisit pour l'instant, sur la question de l'avortement par exemple, un immobilisme qui pourrait annoncer l'enterrement pur et simple du projet.

Ne rien faire, ou se contenter de satisfaire des intérêts trop menaçants, telle est donc la ligne de conduite du gouvernement. Conservatisme mou qu'il tente aujourd'hui de faire oublier par une intense activité diplomatique. M. Jobert n'arrête pas de prononcer des discours, et M. Pompidou de recevoir, depuis que le conflit israélo-arabe a révélé au gouvernement sa

profonde incapacité. On pouvait supposer que ce choc serait salutaire, décidant enfin la France à jouer un rôle qui lui soit propre. Son gouvernement a préféré se réfugier peureusement dans une Europe mythique, où il prétend rassembler une Allemagne furieusement pro-américaine et une France que l'on croyait revenue du vertige atlantique.

Croyance naïve apparemment, puisque M. Jobert se répand sur les tribunes diplomatiques pour célébrer d'un même mouvement la « défense européenne » et les vertus de l'Alliance atlantique. Le voici qui bénit le parapluie atomique américain et qui demande le maintien des troupes américaines en Europe. Comme si nous n'étions pas capables de nous défendre nous-mêmes. Comme si nous n'avions pas à nous défendre contre l'impérialisme américain autant que contre une Union soviétique qui ne menace plus sérieusement l'Europe de l'Ouest.

On ne peut célébrer tout à la fois « l'indépendance de l'Europe » et l'Alliance atlantique. On ne peut souhaiter une politique française au Proche-Orient et en Afrique en même temps qu'une intégration politique européenne. Il faut choisir entre l'ambition nationale et le renoncement supranational, entre l'indépendance de la France et son asservissement. MM. Pompidou et Jobert entreraient-ils à la fois dans la voie du renoncement et de l'asservissement ?

N.A.F.

le réveil des nationalismes

En réponse à un article (1) de la presse chinoise qualifiant l'U.R.S.S. d'« Empire colonial de type nouveau », la *Litteratournaya Gazeta* (organe des écrivains de l'U.R.S.S.) a fait des révélations surprenantes. M. Barnabekov, auteur de l'article, accuse en effet les Chinois de s'être livrés au massacre de 12.000 Tibétains en 1972. Cette répression sanglante ferait suite à la résistance de la population tibétaine face aux excès des représentants de Pékin. Plusieurs milliers d'opposants auraient d'autre part été envoyés dans des camps de travail, toujours pour les mêmes raisons.

Malgré les promesses faites en 1945 lors du VII^e Congrès du Parti Communiste Chinois, garantissant le respect des droits nationaux des Mongols, des Ouïgours et des Tibétains, les dirigeants maoïstes se livrent, selon le journal soviétique, à des répressions de masse. Mais, ajoute l'auteur de l'article, « les dirigeants pékinois ne réussiront pas à faire passer leurs visées expansionnistes et leur politique, proche du génocide, d'assimilation forcée de millions de gens, pour « le flot impétueux de l'histoire ». Les Soviétiques affirment que plusieurs dizaines de peuplades et de minorités nationales ont été, soit exterminées massivement, soit entièrement assimilées. Désormais, prétend M. Barnabekov, c'est au tour des Mongols, des Ouïgours et des Tibétains d'être menacés de disparition totale.

Par opposition à cette politique d'oppression, l'auteur de l'article cite très sérieusement en exemple l'U.R.S.S. qui fut « créée sur le fondement de la volonté libre et démocratique des

peuples », et qui se serait développée sur le principe d'une « égalité réelle » et de l'autodétermination des peuples. Qui M. Barnabekov espère-t-il convaincre ? Lui-même sans doute ! Il oublie, ou il feint d'oublier, les récentes émeutes qui ont éclaté dans plusieurs Républiques de l'Union, celles-là même dont l'hymne soviétique prétend qu'elles constituent « une union indéfectible de Républiques libres ». Et pourtant, il n'est pas besoin de remonter si loin dans le temps pour constater que cette Union n'est pas aussi indéfectible et libre qu'on veut bien le chanter.

Selon la « Chronique des Evénements courants », la Lituanie aurait été le théâtre de violents incidents. En mai 1972, un ouvrier se serait immolé par le feu dans la ville de Kaunas pour protester contre l'oppression à laquelle est soumis son pays. Toujours selon ces témoignages, une importante manifestation se serait déroulée le jour des obsèques de la victime. Une foule nombreuse et scandant les slogans de « Liberté » et « Lituanie » a traversé la ville. Arrivée à hauteur du bâtiment du K.G.B., elle s'est heurtée à la milice. De violentes bagarres éclatèrent durant toute la nuit. Bilan : un mort, 400 arrestations.

En Arménie, au mois de mai 1973, des remaniements modifièrent la composition du parti, entraînant l'éviction de plusieurs dirigeants arméniens et leur remplacement par les Russes. Les observateurs occidentaux s'accordent à penser qu'il s'agit là d'un mouvement accéléré de russification des cadres supérieurs du parti.

En Ukraine, où plus d'un millier de personnes ont été arrêtées depuis le début de l'année, M. Piotr Chelest est évincé de la direction du parti. Il est violemment critiqué, et dénoncé par la presse pour ses « illusions nationalistes » et son « esprit de clocher ». Un mois plus tard, cinq militants ukrainiens sont condamnés pour « activités nationalistes et antisoviétiques ». Ce sont des intellectuels : les écrivains Vyatcheslav Tchornovil, Eylan Sverstiouk et Ivan Dziouba, ainsi que le critique littéraire Ivan Sviltitchnl et sa sœur. L'un d'eux, Ivan Dziouba, a été gracié au début du mois de novembre après la parution de son autocritique dans la *Litteratournaya Gazeta* d'Ukraine.

En Géorgie, au mois de mai 1973, le mécontentement profond de la population s'est manifesté par de violentes bagarres. Cette fois-ci, l'armée serait intervenue. Le monument célébrant l'amitié russo-géorgienne a été dynamité par des éléments nationalistes. Il est à noter que ce mécontentement est dû tant à l'exaspération des sentiments anti-russes qu'aux scandales et à la corruption qui affectent actuellement le P.C. géorgien.

Moralité : « Hypocrite, enlève d'abord la poutre de ton cell, et alors tu verras clair pour enlever la paille de ton frère. »

Youri ALEXANDROV.

(1) Article de Van Tchen dans le journal « Gouan-Min Jibao » : On ne peut retenir la courante de l'histoire.

dossier D... comme drogue

Tout change aujourd'hui, et même les truands. Ce ne sont plus les bandits d'il y a un ou deux siècles, que leur révolte contre l'injustice plaçait hors-la-loi. Ce ne sont plus les « apaches », les « casseurs », les gangsters vivant de leur calibre et de leur pince-monseigneur popularisés par le roman et le cinéma. Le gangstérisme est aujourd'hui une industrie, et le truand un P.-D.G. dont les soucis (conquête du marché, rentabilité, investissements) montrent qu'il est pleinement intégré à la société industrielle.

Il faut en effet aligner quelques chiffres si l'on veut saisir l'importance du crime organisé dans la société moderne :

— **Fraude fiscale** : entre 21 et 50 milliards de francs lourds. Activité en constante expansion ;

— **Prostitution** : 2 milliards de francs lourds. Activité rentable, où l'offre rencontre une demande soutenue. Secteur où la mentalité exportatrice est traditionnelle ;

— **Drogue** : 125 millions de profit annuel, en 1971. Marché en plein développement, où les risques sont largement compensés par les gains.

Ainsi, selon Alain Jaubert (1), le profit du crime en France (car l'énumération ci-dessus n'est pas exhaustive) s'établit entre 30 et 60 milliards de francs. Sommes considérables qui sont ensuite réinvesties dans des activités honnêtes (opérations boursières, immobilier), soit dans de nouvelles opérations criminelles, la drogue étant aujourd'hui le secteur économique le plus rentable.

On imagine que l'Etat et sa police n'ont de cesse que les réseaux soient démantelés, et mis hors d'état de nuire les hommes qui amassent des fortunes considérables grâce aux failles de la loi, au vice et à la peur. Le dossier qu'a constitué Alain Jaubert montre que la question est plus complexe, l'Etat apparaissant moins pur qu'on ne le croit, et sa police moins incorruptible qu'elle ne le dit.

Un exemple, pris parmi beaucoup d'autres, le montrera mieux qu'une longue démonstration :

Il s'agit de l'affaire du « Fétich's Club », qui vient de défrayer la chronique judiciaire. Le « Fétich's Club », maison close qui appartenait aux frères Guérini, et où le commissaire Javille se laissa compromettre, servit de refuge au truand Christian David après qu'il eut assassiné le commissaire Galibert. Ancienne « barbouze » ayant participé à la répression anti-O.A.S. en Algérie, ce membre du S.A.C. parvint à s'enfuir en Amérique du Sud où il travailla pour le compte du S.D.E.C.E. et dans les réseaux de trafiquants de drogue. Ainsi, la corruption, la politique, la drogue et les services secrets se trouvent intimement mêlés dans une affaire qui ne cesse d'avoir des répercussions sanglantes.

Coïncidence ? On retrouve trop constamment depuis 15 ans les mêmes personnes, les mêmes sigles et les mêmes trafics pour qu'il soit possible de conclure à un regrettable hasard. C'est bien plutôt de nécessité qu'il s'agit, tant les intérêts de certains politiciens et de certains truands se trouvent confondus. Les premiers ont besoin d'argent ou d'un bras protecteur, tandis que les seconds tentent de se refaire une virginité en assurant les services d'ordre ou en exécutant certaines missions particulièrement odieuses (tortures, exécutions sommaires par exemple). Le malheur est qu'on ne sait plus très bien qui se sert et qui est asservi. Le candidat protégé devient nécessairement le protecteur, l'ordonnateur est tenu par l'exécuteur de ses basses œuvres, comme le débiteur par son créancier. Inextricable réseau de chantage, de corruption, de complicités ignobles, qui enserré et pénètre l'Etat, au point d'en faire partie intégrante et d'assurer sa conservation.

Sans doute l'avait-on un peu deviné, au travers des innombrables scandales qui ont marqué ces dernières années. Mais les souvenirs demeuraient confus et fragmentaires. Le mérite — Il faudrait dire le courage (2) — d'Alain

Jaubert est d'avoir su jeter quelque clarté dans ces affaires sombres par définition, et surtout d'avoir réussi à nouer les fils qui rassemblent, au carrefour de la drogue, les politiciens, les truands de haut vol et leurs hommes de main.

Procès d'un régime sans aucun doute. Mais aussi du système démocratique tout entier qui ne peut survivre sans le secours de l'argent. Car il est significatif que les rapports entre les partis politiques et les truands se nouent au moment des élections ou lors des « coups durs », qu'il s'agisse de faire taire l'adversaire ou d'acheter des voix. C'est la S.F.I.O. de Marseille, financée par la C.I.A., qui demande aux truands de briser les grèves de l'après-guerre. C'est le R.P.F., puis l'U.D.R., qui ont recours aux mercenaires pour tenter de conquérir et ensuite pour conserver le pouvoir : faiblesse des partis, dits démocratiques, qui ont besoin de nervils et de « banquiers » douteux pour s'imposer. Faiblesse d'un système qui ne peut se débarrasser de ses éléments compromettants parce qu'ils lui sont toujours indispensables, d'élection en élection et de crise en crise.

On n'ignorait pas ce phénomène depuis l'affaire Stavisky et les scandales de la police politique sous la troisième République, depuis Joanovici et le trafic des piastres sous la Quatrième. On le sait mieux depuis le livre d'Alain Jaubert qui, au-delà des accusations portées contre le personnel de la Cinquième République, fait le procès du système politique tout entier.

B. LA RICHARDAIS.

(1) Alain Jaubert : *Dossier D... comme drogue*. (Editions Alain Moreau)

(2) Courage d'Alain Jaubert, menacé à plusieurs reprises dans sa vie. Courage aussi de son éditeur Alain Moreau qui raconte comment un mystérieux émissaire lui a « conseillé » de renoncer à ce livre, en raison des risques commerciaux qu'une telle publication lui ferait courir. La campagne de grande envergure déclenchée il y a quelques semaines contre la « Pensée universelle » (autre maison d'édition dirigée par Alain Moreau) aurait-elle quelque rapport avec cette visite ?

En vente à nos bureaux : 38 F - Franco : 40 F.

UNE SOCIÉTÉ D'ÉTRANGERS par Vance Packard (Calmann-Lévy)

Après avoir étudié les effets de la société d'abondance sur la psychologie de ses contemporains dans leur comportement individuel (*La persuasion clandestine, l'art du gaspillage...*), l'Américain Vance Packard explique comment le tissu social et la vie collective sont à leur tour atteints et décomposés dans une société hégémoniste où la mobilité de la population est encouragée de manière excessive. Tel est le thème de son dernier livre, *A nation of strangers*, qu'il faudrait plutôt traduire par « une société de déracinés ».

Le fait est là : quarante millions d'Américains changent de domicile chaque année (soit un Américain sur cinq) pour se rendre quelquefois à des milliers de kilomètres de leur point de départ, se dirigeant « non pas vers quelque chose, mais fuyant quelque chose », coupant sans cesse leurs frêles racines.

Regardons de plus près cette frénésie de déplacements. Si l'on excepte le cas des retraités et de certains étudiants, il apparaît que ces migrations incessantes ne se font pas de gaieté de cœur. Et pour cause ! Saviez-vous qu'il est courant pour une compagnie de déplacer son siège social avec 4 ou 5.000 personnes « pour se rapprocher de la résidence du Directeur » ? pour un cadre dynamique d'accepter

tout déplacement et de le faire admettre à son épouse sous peine d'être rejeté de sa compagnie ? que des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles vivent comme des nomades, remontant du Sud vers le Nord au fur et à mesure des récoltes ? Que ce soient les ingénieurs, les techniciens, et les cadres ou bien la population chassée des quartiers saignés par les autoroutes urbaines et par les opérations immobilières (ou par les regroupements selon des affinités ethniques) tous se déplacent contraints et forcés pour le plus grand bénéfice des agences immobilières et des sociétés de déménagement...

Conséquences : elles sont multiples et graves. **Maladies mentales**, angoisses, malaises, deviennent plus fréquents devant les difficultés d'adaptation. Une « société froide » où s'accroît l'isolement des personnes ; les voisins restent des inconnus, parents et enfants doivent sans cesse se refaire des amis, ces amitiés étant volontairement superficielles pour éviter les séparations douloureuses. Une « société de salopards » où l'anonymat engendre l'irresponsabilité et l'agressivité. Un « désengagement civique » de toute une élite à laquelle on interdit de s'enraciner, ce qui laisse les affaires locales entre les mains de « politiciens » professionnels.

Conclusion de Vance Packard : « Sous la bannière du progrès technique — avec ses implications : institutions géantes, environnement turbulent, étalement urbain et haute mobilité —

nous avons suivi la voie de la dépersonnalisation, radicalement dangereuse pour l'homme en tant qu'animal social. L'homme a besoin de faire partie d'une communauté ; il a besoin de continuité. »

Les solutions ? Juste des recettes empiriques et quelques conseils en matière d'urbanisme. C'est insuffisant ! Et pourtant l'excellent tableau que brosse le « journaliste » Vance Packard sur la vie quotidienne aux Etats-Unis, par son honnêteté même, entraîne bien des questions : comment en est-on arrivé là ? Le destin du peuple américain n'est-il pas en train de lui échapper au profit d'immenses appareils (le Pentagone, les compagnies privées, les « politiciens ») sur lesquels ils n'ont aucune prise ? Et inversement, les Américains n'acceptent-ils pas le déracinement en échange d'un esclavage doré ?

Le behavioriste Vance Packard commence à s'intéresser aux cercles communautaires. Souhaitons qu'il dépasse bientôt l'aspect psychologique de ses recherches pour comprendre que l'abdication de la médiation politique devant le monde des affaires est à l'origine de ce « mouvement brownien » de population qui n'a pas de raison de s'arrêter tant qu'on ne s'attaque pas aux véritables causes de la crise de civilisation.

Michel GIRAUD.

Les animateurs du Colloque de l'Éducation Nationale (21, 22 et 23 novembre) n'avaient pas jugé bon d'inviter des représentants des étudiants et des professeurs de la « Nouvelle Action Française ».

Tant pis pour eux ! Cela n'a pas empêché le groupe de recherches sur l'enseignement d'élaborer un texte expérimental montrant combien il était essentiel de relier les questions scolaires et universitaires au problème de société.

Voici les principaux extraits de ce texte, destiné aux participants du colloque, que nous reproduisons ci-après.

notre rapport

L'université française est morte.

Cette vérité semble aujourd'hui partagée par tous, même par ceux qui, il n'y a pas si longtemps, ont le plus misé sur la loi d'orientation de 1968, ont le plus joué avec l'« autonomie » et la « participation ».

En livrant les universités autonomes au petit jeu des factions syndicales et politiques, Edgar Faure réussit cette belle opération de ne leur abandonner qu'une coque vide. Car la « participation » en fonction de laquelle chacun se règle et s'organise, fait oublier que l'énorme majorité des étudiants se moque de « participer » et utilise en « usager » une université subie comme le canal obligatoire de la réussite sociale.

D'un pouvoir capable d'une si belle opération politique, on attend aujourd'hui le miracle. Se-

rait-ce l'« autonomie », cet autre fantôme de la loi d'orientation ? Ou bien l'intégration à l'Économie et aux activités du pays ?

L'État renoncerait-il à financer l'École et les Universités alors qu'il finance tout ?

À ces nouvelles questions évoquées au cours du colloque, nous répondons simplement ceci :

Aujourd'hui, l'École et les Universités dépendent entièrement de l'État qui s'en sert pour agir comme il peut sur la société, c'est-à-dire mal. Nous voulons renverser le processus : faire de l'enseignement le produit de la société. Non de la société libérale-planifiée, non de la société industrielle, mais d'une société nouvelle, préalable à toute vraie réforme.

Laissant de côté les critiques communément admises sur la rigidité du système scolaire fran-

çais et de sa sélection par l'échec, nous voudrions ouvrir la voie à une réflexion positive et utile en suggérant des réponses à deux interrogations :

1. À quelle société l'École doit-elle être restituée ?

2. Vers quelles formes nouvelles l'enseignement peut-il se diriger ?

Notre projet n'est ici que résumé. Car nous ne pouvons qu'évoquer les réformes relatives aux préalables politiques et sociaux.

Nous aurions atteint notre but si le lecteur, sans nous tenir rigueur de l'ambition de traiter un tel sujet en si peu de lignes, acceptait de nous suivre dans notre démarche afin de mieux pénétrer les implications des thèmes novateurs évoqués au cours de ce colloque.

QUELLE SOCIÉTÉ ?

Lorsque nous parlons de restituer l'enseignement à la société, il ne peut évidemment s'agir de la société actuelle. Si nous examinons la nature des collectivités aujourd'hui intéressées de façon directe à l'enseignement, il apparaît qu'elles auront à subir de radicales mutations.

1. LES COLLECTIVITÉS INTÉRESSÉES

Les entreprises. Celles qui pourront du fait de leurs dimensions et de leurs activités, financer et mettre en œuvre une formation continue seront tentées, dans le système actuel, de faire de cette activité nouvelle un élément de leur politique de développement et de concurrence.

Des structures d'encadrement, véritables organes de mission, devront être créées et dotées des pouvoirs nécessaires au niveau de la branche et du métier, et non du conglomérat ou des regroupements multi-sectoriels, pour garantir la valeur de cette formation.

De même un contrôle public devra s'exercer dans un cadre décentralisé. Notons aussi qu'en système libéral, pour éviter les désagréments de la concurrence, nul organisme ne présente de véritables garanties.

Les collectivités territoriales. Elles apparaissent aujourd'hui comme artificielles dans leur définition (le département), leur cadre juridique (les régions), leur étendue. Elles n'ont ni les moyens financiers, ni les moyens techniques pour promouvoir une véritable politique de recherche. Elles manquent de moyens humains dans la mesure où les meilleurs éléments sont aspirés par la centralisation parisienne et ne peuvent ainsi développer un enseignement diversifié de grande qualité.

Il est remarquable que les Conseils régionaux prévus par le pouvoir ne fassent aucune place à l'enseignement.

Plus grave : les collectivités territoriales actuelles ne présentent pas entre elles un équilibre minimum nécessaire qui leur permette à toutes d'offrir des débouchés en rapport avec l'enseignement diversifié qu'elles développeraient (songeons aux disparités entre régions peu urbanisées et sur-urbanisées, etc.).

L'État actuel n'a pas les moyens politiques pour imposer des changements profonds qui s'opposent à une foule d'intérêts et d'habitudes. On ne voit pas comment il recréerait des communautés naturelles avec leur identité vécue. Son essence d'État centralisé comme ses intérêts politiques l'en empêchent physiquement et moralement.

Les Universités. Le colloque organisé par M. Fontanet résulte d'une contradiction aveuglante : la faillite d'une Université que les réformes de l'après-mai n'ont pu sauver de sa maladie fatale.

Une question majeure se pose : l'État consentira-t-il à laisser échapper un monopole qui lui assure la direction des intelligences, la clef du savoir, la promotion sociale, en un mot un des plus formidables instruments de pouvoir sur les esprits pour un État qui tient toute sa fortune de l'opinion ?

2. QUEL ÉTAT ?

Dans notre perspective, ce qui est demandé à l'État est considérable. Il lui faut consentir à être dépossédé du financement, de la mise en œuvre, de la direction, du contenu de l'enseignement, également de la sujétion du personnel enseignant.

Il lui faut pouvoir accepter et jouer réellement le jeu. Il lui faut pouvoir exercer son rôle à un autre niveau. Comment cela sera-t-il possible ?

— pour que la société reprenne l'enseignement à son compte, il lui faut avant tout exister, comme réalité profonde, corps social différencié en de multiples communautés autonomes, vivantes.

— l'enseignement ne doit plus être le moyen pour l'État d'agir sur la société ;

— l'État ne doit jamais se confondre avec la société.

Il faut donc à cet État **indépendance et efficacité**. Cela est possible s'il est limité. Renonçant à s'intégrer aux activités générales de la société, il échappe à son emprise. Il peut alors se passer de moyens traditionnels d'action, au profit d'une efficacité retrouvée parce que les risques d'interdépendance disparaissent.

Aujourd'hui l'État contrôle directement ou indirectement la totalité de l'activité nationale ; il se distingue de moins en moins des éléments dominants et dominés de la société qui constituent avec lui une sorte de technocratie nationale.

Cet État ne saurait donc être sauvé. Mais quel serait le rôle d'un État distinct de la société ?

Il aurait à fournir à cette société ses définitions indispensables au niveau de ses normes, et à jouer un rôle prospectif.

L'enseignement reflétant directement la société, en étant même partie intégrante, recevra une influence indirecte de l'État dont la nature aura totalement changé. Ainsi, effectuant les prévisions nécessaires à l'évolution du corps social, l'État devra faire ressortir les impératifs les moins chiffrables, ceux qui appelleront peut-être les plus grands changements. L'indépendance lui conférera ce rôle de cellule prospective, au-dessus de corps sociaux plus préoccupés de l'immédiat.

3. L'UNITÉ SOCIALE NÉCESSAIRE

La création d'une **éducation continue**, coïncidant pratiquement avec la durée de la vie, est indispensable à la fois pour donner à chacun ses meilleures chances, construire de nouveaux rapports sociaux, développer la société elle-même. Pour suivre le cours de la vie, cette éducation s'insérera dans des cadres très différents, s'adaptera à des modalités diverses. Ceci fait apparaître un impératif essentiel : la nécessité de l'unité sociale.

Toute société développe des conflits qui interdisent à l'individu, soumis à des influences contradictoires, de bénéficier d'un progrès harmonieux de ses connaissances, de ses capacités, de sa culture. Or notre société non seulement développe de tels conflits mais se trouve fondée et ne cesse de vivre des conflits. On donnera ce seul exemple : l'Entreprise.

Confier aujourd'hui à l'entreprise une tâche aussi noble, aussi essentielle et nouvelle que la formation de base n'a de sens que si l'on

"restituer l'école à la société"

donne réponse à deux questions. A qui doit revenir en définitive le contrôle général de l'économie ? Quelle est la finalité exacte de l'économie actuelle, faut-il la maintenir ? Tant qu'il n'y aura pas de réponse à ces questions, et à quelques autres, la société industrielle perpétuera les rapports de domination et d'exploitation.

Comment en dernier ressort restaurer l'unité nécessaire ? Compter sur la seule bonne volonté des citoyens est insuffisant. Par-delà la société en général et les communautés larges, il importe de ne pas oublier les ensembles souples, les milieux de base, l'originalité des communautés. Or tout ce tissu social est en voie de décomposition systématique. Il importe de restaurer l'unité sans abolir aucune des originalités nécessaires.

Ceci n'est possible que si les originalités s'inscrivent dans la société en général, avec précision, à une juste place et en accord avec l'ensemble. L'enseignement devra se développer dans ce milieu social neuf.

4. LA «SOCIALISATION» DE L'ENSEIGNEMENT

Une fois reconstitué à l'instar de la société elle-même, l'Enseignement se voit confier des finalités originales.

Ces finalités sont de deux ordres :

- intégrer l'individu dans un milieu différencié mais unifié grâce au rôle de l'Etat ;
- développer un homme multidimensionnel, capable de réussite personnelle, de progression.

La socialisation de l'enseignement consiste en une réalisation simultanée de ces deux objectifs. Des risques considérables naissent de leur rupture.

L'essentiel est alors d'envisager une multiplicité de formes et de types d'enseignement adaptée au maximum de situations concrètes ainsi qu'au développement de la personnalité. Il faut également que tout enseignement spécifique s'insère dans une culture générale. Ce qui nous conduit aux objectifs suivants :

- la prise en compte de ce qui apparemment est improductif. Il s'agira d'éviter les analyses à court terme et leurs conclusions abusives ;
- la volonté d'écarter toute spécialisation intégrale aboutissant au « ghetto intellectuel », même au niveau le plus élevé. Celle d'écarter l'orientation anticipée d'un caractère définitif et de la même façon, à l'inverse, d'imposer toute filière privilégiée, « obligatoire », légalement ou moralement ;
- la multiplicité des choix, intervenant très tôt, mais n'ayant un caractère définitif que beaucoup plus tard. Ceci est possible si le choix n'a pas le caractère d'une sélection sociale ;
- le développement de la compréhension sociale et celle du « milieu vécu ».

Si ces objectifs sont tenus, on peut alors évoquer une culture générale sur laquelle tout enseignement sera greffé, grâce à laquelle il trouvera son équilibre interne. On peut évoquer les données et les contraintes générales de l'enseignement.

QUELLES FORMES NOUVELLES POUR L'ECOLE ?

Comment traduire au niveau de l'école les impératifs de la socialisation de l'enseignement ?

1. LA MULTIPLICITE NECESSAIRE DES VOIES

Cette multiplicité implique moins une extrême diversité des orientations que la possibilité de faire appel à l'intérieur de celles-ci à une « pondération » entre des formes d'enseignement diversifiées, dispensées par les différents corps sociaux et collectivités, dans un environnement immédiat reconstitué. D'où les conséquences suivantes :

— chaque filière doit être totalement débarrassée des « seuils » obligatoires et sélectifs de type traditionnel. L'enseignement doit être continu, sans coupures. Puisque chacun peut pondérer la part respective des divers types d'enseignement, la notion de sélection tombe d'elle-même ;

— en cas d'inadaptation à l'école, chaque individu doit trouver une solution dans le cadre collectif le plus adapté à sa situation : famille, milieu, groupe social, telle ou telle activité, etc. En aucun cas des normes générales ne doivent être imposées à quiconque ;

— la notion de scolarité obligatoire n'a évidemment plus aucun sens. La « sortie » de filière peut intervenir à tout moment selon la volonté de chacun. Et ceci ne saurait, du fait de la formation continue, avoir de conséquences définitives ;

— les différentes filières doivent prévoir les activités futures correspondantes de manière à offrir tout à la fois la possibilité d'accès à l'activité et la garantie que la nature du travail sera à la hauteur du degré de formation atteint.

Ceci suppose :

1) de la part des entreprises un effort d'information et de prévision, une accumulation de données précises sans lesquelles la liberté du choix est un leurre ;

2) de la part de nouvelles structures d'économie régionale la mise en œuvre d'une politique économique régionale pour mieux adapter les filières aux situations rencontrées.

2. ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Il importe de développer ici le rôle des différents corps sociaux appelés à exercer la décentralisation de l'enseignement.

Collectivités territoriales

L'enseignement primaire sera pris en charge par les communes sous le contrôle des municipalités, que ce soit en secteur rural ou urbain. Aucune différenciation n'interviendra à ce stade mais l'environnement sera largement pris en compte.

Cet enseignement débutera vers l'âge de sept ans. Auparavant, le rôle essentiel revient au milieu familial. L'action des collectivités publiques jouera dans ce sens pour éviter que l'influence et le rôle de ce milieu ne s'exercent dans un sens défavorable à l'enfant. L'environnement immédiat reconstitué interviendra également pour une large part.

Cette phase de l'éducation couvrira la période de 7 à 11 ans. Elle ne comportera aucune sélection intermédiaire ni finale. Elle sera assurée de façon souple pour éviter des écarts excessifs entre les enfants d'un même âge.

En ce qui concerne la période 12-17 ans, les collectivités prendront en charge une partie de l'enseignement. En particulier toutes les matières qui tendent à enraciner les élèves dans la communauté et la société (histoire, littérature...), celles qui prennent en compte les caractéristiques régionales (langues, histoire locale...), ainsi que les sciences naturelles ou un enseignement « écologique ».

Les établissements seront différenciés : lycée en régions urbaines, établissement d'un type propre en région rurale... La prise en charge de même que la définition du contenu et le contrôle de l'enseignement se feront au plan régional. La décentralisation sera totale, la concertation intervenant de région à région. La part relative de ces matières dans l'enseignement complet sera, à partir de quelques normes préalablement définies, l'affaire de chaque élève.

Les entreprises

Pendant la même période 12-17 ans, elles prendront en charge la formation générale scientifique et technique de chaque élève. Aucune différenciation importante n'interviendra à ce stade. Chacun pourra abandonner la filière à tout moment pour entrer dans une phase de formation professionnelle proprement dite, sous réserve d'un contrôle des motivations exactes de ce passage à l'apprentissage.

Chaque élève devra doser la part d'enseignement relevant des entreprises et celle des collectivités territoriales. Cependant, si des « minima » peuvent être prévus, il n'existera aucune limite « vers le haut », chacun connaissant ses propres moyens...

Au cours de cette phase, les entreprises seront contrôlées par les organes collectifs de la branche et par les collectivités publiques.

Par ailleurs, le choix initial de telle branche ne sera à ce stade nullement décisif.

A partir de 17-18 ans, les entreprises prendront en charge une formation professionnelle dans laquelle leur propre politique interviendra largement, sous la réserve d'une formation également assurée à tous. Le contrôle pourra être assuré par les structures d'économie régionale. Les contraintes de financement pour l'ensemble de l'éducation en entreprises seront définies dans leurs grandes lignes par les collectivités publiques.

Cette phase ne concerne que les jeunes qui n'aspirent pas à la voie universitaire.

Les universités nouvelles

Totalement autonomes, elles seront définies et financées au plan régional. Elles prendront en charge l'enseignement spécifique traditionnel : disciplines juridiques, sciences médicales et humaines, et ce dans une perspective d'étude et de recherche critiques.

Outre les étudiants à part entière, elles seront ouvertes à tous ceux qui, poursuivant une formation spécifique en entreprise, estimeront qu'elles peuvent leur apporter quelque chose. Des rapports maître-élève de type plus convivial seront possibles dans ces universités indé-

pendantes, dont le financement sera « de droit ». Toute liberté leur sera laissée pour l'attribution des titres.

La question des sciences médicales sera réglée entre l'Etat et la profession.

Voilà un très bref résumé de ce que pourrait être l'enseignement dans une société reconstituée. Peut-on prévoir les conséquences de cette mutation quant à la place de chacun dans la société ?

3. ENSEIGNEMENT ET PROMOTION SOCIALE

Premier axiome : Tout groupe social doit pouvoir « vivre » en pleine identité sans chercher à s'évader dans un groupe ressenti comme plus favorisé. Il faut préciser ! Quelle que soit sa situation sociale, l'individu doit pouvoir l'assumer de manière à ne pas se sentir « rejeté » de la société et de sa dynamique. Ceci entraîne que toutes les classes, tous les corps sociaux qui subissent à l'heure actuelle les retombées négatives de la société industrielle-urbaine en soient définitivement débarrassés. Dès lors une des conditions de la réussite personnelle cessera d'être l'« évulsion » de son corps social d'origine et des aliénations qui le frappent.

Deuxième axiome : l'enseignement ne doit jamais être le moyen unique de progression, terme mieux adapté que promotion, pour une société équilibrée et harmonieuse. Nous n'avons pas parlé de la formation permanente : elle jouera un rôle essentiel en s'adressant aux adultes. Elle prendra même tout son sens dans un système qui refusera les choix trop précoces et irréversibles : au lieu de « rattraper » les erreurs d'orientation, elle permettra à chacun de progresser s'il le désire et quel que soit son niveau.

En fait, ces problèmes seront logiquement résolus lorsque l'identité et surtout l'« intelligence » des milieux sociaux auront été reconstituées (fût-ce au moyen de mutations psychologiques considérables : rôle de l'école parallèle...). Cette reconstitution est une tâche matérielle (assurer un meilleur aménagement du territoire, refaire les villes...) qui implique un travail d'organisation sociale, et qui nécessite enfin la réapparition de cultures, dernier stade de l'opération.

CONCLUSION

Il est impossible aujourd'hui de parler d'une école nouvelle sans parler d'une société nouvelle. Il est impossible d'entreprendre la mise en œuvre d'une société nouvelle tant que l'Etat et le « système industriel » actuels n'auront pas été relégués comme anachroniques, nuisibles et sans espoir.

Notre tâche est de construire un nouvel Etat, l'« Etat minimum » ; une société libre, décentralisée, créatrice ; une école socialisée où chacun pourra trouver sa voie.

Cette tâche est celle de l'intelligence, c'est la vôtre de la comprendre.

la semaine prochaine :
échec du colloque
ou colloque de l'échec ?

chemins et distances

Les Grecs nous ont appris — et d'abord avec le précieux dialogue de l'*Eutydème*, chez Platon — que la sophistique ne va pas sans ce qui devait être plus tard nommé « clownerie » : Eutydème et Dionysodore sont des « clowns » philosophiques ; mais le sont aussi, à leur mode, les « grands » sophistes, même frottés d'Héraclite. Or Paris, depuis dix ans, a renouvelé sa clownerie sophistique, a canonisé trois *pitres*, comme vient d'écrire, avec un fracas sans respect, la victime de l'un d'eux (1). Ces trois artistes (dont le dernier serait plus justement décrit comme un trapéziste travaillant avec le double filet de la névrose personnelle et de l'appartenance-quand-même au parti communiste) disposent d'un crédit aveugle dans l'intelligentsia qui confond toujours mieux son cirque avec le sens de l'histoire : Lacan, Levi-Strauss et Althusser ne peuvent être compris, à l'orée de tragiques renouvellements, que selon la catégorie du clown sophiste, et leurs *tours* doivent être reconnus et décrits comme tels, faute de quoi les jeunes gens continueront de les croire philosophiques. Vaste programme, dira-t-on... Inévitable du moins, et qui ne peut attendre.

Le roman de François Weyergans procure une introduction et justification à ce travail, du moins pour le plus bouffon des trois sophistes, Lacan. Il constitue très visiblement une spéculation parasitaire sur la « gloire » de celui-ci et un règlement de comptes assez terrible. Le roman, d'ailleurs, devait et voulait être un « *miserere* », une longue plainte et prière où l'obsession sexuelle, l'érotisme scatologique, l'incontestable abjection, laisseraient apparaître l'exigence désespérée d'un *amour*. Oui, « une sorte de *miserere* » (p. 391), à quel le « grand Vizir » Lacan répond : « le *miserere*, en médecine, ça désigne une colique, et des plus douloureuses ! Tenez je vous la rends votre chiasse... ». « Cela reste à la mesure d'un temps abject ; le jeune homme n'a pas inventé la chose ; ça lui est arrivé, même si, pasticheur, c'est un fameux luron ! Le suprême discours du prêtre-mufle, à la page 531, venge sa victime, et nul ne peut prétendre qu'il y ait une différence quelconque entre cette parole trouée et les écrits aveugles du maître ; est-ce de Weyergans, ceci, ou lambeau d'un « séminaire » pleusement édité par *Le Seuil* : « J'ordonne qu'on ne cesse de raisonner aveuglément, *Œdipe oblige*, en matière fécale, et qu'à l'avenir on ne prétende plus sottement à de nouvelles découvertes qui ne soient pas dans Freud, c'est-à-dire dans mes propres écrits que trop de commentateurs maculent. Qu'on ne m'accule pas... » Le jargon de Lacan, pire encore que celui de Levi-Strauss — juste aussi muflé, mais un zeste moins trissotin — n'aurait pas dû résister au grand jour : l'extraordinaire ignorance de notre intelligentsia, vorace de toutes les panades macérées dans l'urine, mais incapable de déglutir le raisonnement le plus élémentaire, a fait cette merveille : personne ne semble s'apercevoir que cet avare gestionnaire d'une névrose sur mesure renvoie de l'*Insignifiant* au *désignifié*, et ce livre, à la fois par habitude et par mépris de ses dupes semi-volontaires à des tours intellectuels qui ennoblieraient par comparaison le plume-poche et le vol à l'étalage. Je n'insulterais pas cette déconcertante bourrique, si, au hasard, le flagrant délit ne surgissait non pas du roman vengeur et misérable de Weyergans, mais de ses malpropres publications. Au petit bonheur du cro-

les pitres

chet, en voici l'exemple, qui aurait déshonoré, naguère, le plus verdâtre homme de lettres et le répétiteur le plus crasseux. A ne pas croire !

Au livre XI du « séminaire », le *pitre* se déclare (p. 26) : « Je suis certes maintenant, à ma date, à mon époque, en position d'introduire dans le domaine de la cause la loi du signifiant, au lieu où cette béance se produit ». Et comme, à propos de *cause*, il a entendu parler d'Aristote, comment résisterait-il à la tentation : « ce que j'articulerai la prochaine fois vous montrera comment nous approprier à ce propos les admirables quatrième et cinquième chapitres de la *Physique* d'Aristote ». Parbleu ! Il s'approprie... Il a vu quelque chose comme ça, et ces « chapitres » à piller ; qu'il s'agisse du Livre II de cette *Physique*, qu'est-ce que ça peut faire à sa Béance ? Qu'il n'ait rien compris de la théorie aristotélicienne des causes, cela se démontre ; mais qui et quoi l'obligeait à se fendre, ce béant, de la prétention cocasse d'y avoir insinué le groin ? Le *groin*, c'est disgracieux... Vous allez voir, par un second exemple qu'en effet je viens d'insulter les cochons.

Toujours à propos de la *cause*, qui est au centre de son discours, voilà qui vous saute aux yeux, jolie semence, à la page 25 de ce *Séminaire* garni comme les anciens bordels, d'un numéro d'identification : « La *cause*, pour nous, toute modalité que Kant l'inscrive dans les catégories de la raison pure — plus exactement il l'inscrit au tableau des relations, entre l'inhérence et la communauté — la *cause* n'en est pas pour autant rationalisée » !

N'importe quel bachelier d'il y a quarante ans, ou « *agrégatif* » d'aujourd'hui irait se pendre s'il ignorait que la *causalité* n'a rien à voir, pour ne pas dire laconiquement à foutre, avec la *modalité*, chez Kant ni ailleurs. Que s'est-il donc passé ? Le prêtre avalé de dignes réminiscences, qu'il a gaiement inscrites, car elles faisaient bien. Puis quelque élève ou client a relu, et regimbé. Allait-on raturer, rectifier ? Que non ! Il était plus beau d'écrire, à faire rêver : « ...ou plus exactement... » Je plains qui ne sentirait pas ce que révèle une porcellerie démasquée cent fois, et autrement, par le roman de Weyergans.

Mais pourquoi tant de peine, pourquoi s'occuper de Lacan et même de ses victimes ? Parce que la Bêtise est sans honneur, non sans puissance, et que les trois sophistes dont nous parlons plus haut n'ont pas fini d'utiliser leur fascination sur les imbéciles pour troubler et asservir la jeune intelligence de notre peuple. Cette jeune intelligence, parce qu'elle est jeune, est vulnérable, inquiète de manquer le coche, qui, dans les cas susdits, se réduit à une patache dont Mr Pickwick n'aurait pas voulu. Et parce qu'elle est l'intelligence, qu'elle cherche à savoir avec secret amour, elle n' imagine même pas que les sophistes puissent prononcer les noms sacrés, les noms aimables, les noms aimés, dans les mêmes intentions où un petit truqueur vous refille une fausse pièce de cinq francs. Cette jeune intelligentsia, et même cette jeune intelligence, croit que, lorsque Lacan cite la *Physique* d'Aristote, il l'a lue ; que lorsqu'il cause *causalité*, ce n'est pas aussi sordidement frivole que lorsqu'il pique son fric au petit Weyergans. Eh bien, elle se trompe. Il va falloir le lui montrer, et sans jamais lésiner sur la vulgarité des détails.

ARTHEZ.

(1) François Weyergans : *Le Pitre*. (Gallimard).

réunions

PARIS 10° - 19° - 20°

Permanence le mardi de 21 h à 22 h à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, 75019 Paris (Métro Jaurès). Tous les militants et sympathisants sont priés de venir prendre contact pour l'organisation de la campagne de propagande pour le meeting du 12 décembre.

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

MERCREDI 12 DECEMBRE

à 21 heures

« LE PROJET ROYALISTE »

meeting

44, rue de Rennes

(Métro :

Saint-Germain-des-Près)

ETUDIANTS DE PARIS

Permanence tous les mercredis et les vendredis de 15 heures à 18 heures dans les locaux du journal.

Comité contre l'avortement de Rouen

Conférence à 21 heures le lundi 3 décembre dans la salle de la Halle aux Toiles, place de la Basse-Vieille-Tour à Rouen, avec Gérard Leclerc et M^e Hervé Catta.

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 heures à 20 heures permanence et cercle d'études). Permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 heures. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 h à 19 h. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

Communiqué du Club de la Plaine Monceau

Un dîner-débat sur la « crise des arts plastiques dans la France de 1973 » aura lieu le 6 décembre. Il sera animé par des artistes peintres, sculpteurs et écrivains d'Art en renom. S'adresser au « Club de la Plaine Monceau », 13, rue Saint-Marceaux, 75017 Paris (avant le 1^{er} décembre). Tél. : 754-46-58.

le projet royaliste

Le jeudi 22 novembre à Paris, a été présenté à la presse dans les salons du « Club Pernod » le récent ouvrage de Bertrand Renouvin, *Le projet royaliste* que vient de faire paraître l'Institut de Politique Nationale et dont la NAF a largement rendu compte ces dernières semaines. Après que Gérard Leclerc eut mis l'accent sur l'importance d'un tel événement et souligné l'urgence qu'il y a à poursuivre plus avant les travaux et les études auxquels s'attache notre mouvement depuis sa création, l'auditoire se partageait en flots de discussions au sein desquels on remarquait de nombreuses personnalités qu'il nous est impossible de toutes citer. Le monde des Arts et des Lettres était représenté par le peintre Georges Mathieu, l'écrivain Gabriel Matzneff, Philippe Sénart, critique littéraire à *Combat*. Parmi les universitaires, on notait la présence de Pierre Renouvin, mem-

bre de l'Institut, de Pierre Boutang et de l'historien Philippe Ariès. M. Jean Bryckaert, directeur général du *Parisien libéré*, Jacques Doucellin du *Figaro*, M. Denercia de l'Agence France-Presse, Jacques Paugam, l'auteur de *L'âge d'or du maurrassisme*, et Gilles du Jonchay, réalisateur de la récente émission de télévision qui permit aux royalistes d'expliquer à un plus large public les raisons de leur engagement dans le combat révolutionnaire qui est le leur, avaient parmi tant d'autres répondu à l'invitation qui leur avait été faite. Qu'ils en soient ici remerciés. Par ailleurs, s'étaient fait représenter Gilbert Comte du *Monde*, le colonel du Jonchay, chef de l'état-major de la Résistance. L'I.P.N. remercie le « Club Pernod » des Champs-Élysées pour le soin apporté à la préparation de la soirée qui contribua au succès de cette réunion.

La campagne de promotion du premier livre de la N.A.F. « Le Projet Royaliste », par Bertrand Renouvin, est maintenant lancée. Cet ouvrage n'est pas seulement destiné aux militants et aux sympathisants qui se doivent, bien sûr, de le posséder, mais encore aux simples curieux qui y trouveront les réponses aux questions que chacun se pose sur la N.A.F., ses positions, ses méthodes, ses analyses et ses buts.

Strasbourg, la Bretagne, Reims, Grenoble, Vichy, Nice et Avignon ont déjà fait l'effort de commandes importantes.

Nous les en félicitons, que toutes les autres unités en fassent autant et le succès du livre est assuré.

AVIS PRATIQUES

— Les souscripteurs qui n'ont pas retiré leur ouvrage à nos bureaux avant le 28 novembre, le recevront par la poste pour le 1^{er} décembre. (Les éditions originales seront dédicacées par l'auteur).

— Bertrand Renouvin signera son livre à l'issue du meeting du 12 décembre, rue de Rennes.

— Conditions de vente :

1 exemplaire, prix : 15 F - franco : 18 F.
5 exemplaires, prix : 65 F - franco : 69 F.
10 exemplaires, prix : 100 F - franco : 105 F.
30 exemplaires, prix : 270 F - franco : 280 F.

Les commandes, accompagnées de leur règlement, doivent être adressées à I.P.N., B.P. 558 - 75026 PARIS Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41.

les mercredis de la naf

Tous les quinze jours, la « N.A.F. » organise « les mercredis de la N.A.F. » qui sont ouverts à tous les militants et sympathisants de la région parisienne, sans oublier ceux qu'intéressent la réflexion et la recherche politiques. Au cours du premier trimestre nous reprendrons et approfondirons les analyses sur la société industrielle dans la France contemporaine, nous montrerons la nécessité des ruptures et indiquerons les formes de changement dans l'optique du projet royaliste.

Mercredi 5 décembre : Un portrait inédit de Charles Maurras par Gérard Leclerc.

Mercredi 19 décembre : Pour une charte d'action régionale.

Les réunions se tiennent dans la salle du deuxième étage, 12, rue du Renard, Paris-4^e, à 21 heures précises. Il est recommandé d'y amener des amis.

avis

● La direction de la N.A.F. recherche une secrétaire à mi-temps, pour travail de secrétariat et de bureau. Pratique de la dactylo exigée. S'adresser à Yvan Aumont pour renseignements complémentaires.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

les contradictions de "je suis partout"

Ce culte douteux de la jeunesse embrigadée et des « fêtes » où la personnalité s'évanouit, ce mauvais romantisme de l'action, cette mystique de l'internationale blanche, est-ce bien cela l'esprit maurassien ?

Brasillach : condamné à mort et exécuté. Pierre-Antoine Cousteau : condamné à mort. Abel Bonnard : condamné à mort. Alain Labrousse : condamné à mort. Claude Jeantet : condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Tel fut le destin des principaux animateurs de *Je suis Partout*, hebdomadaire représentatif de la droite nationaliste des années 1930 qui sombra, entre 1941 et 1944, dans la collaboration avec l'Allemagne.

FASCISME FOLKLORIQUE...

Pourquoi ? C'est ce que cherche à expliquer Pierre-Marie Dioudonnat (1) en analysant, à travers l'histoire d'un journal, la naissance et le développement du fascisme français. Un fascisme qui présente cette particularité de n'avoir jamais réussi, dans l'entre-deux-guerres, à se donner un chef et à se constituer en parti de masse, le « Faisceau » de Valois et le « Francisme » de Bucard ne relevant que du folklore politique. Aussi, avant que la défaite ne vienne donner aux mouvements fascistes quelque consistance, le fascisme est demeuré dilué, et seulement saisissable chez quelques hommes et dans quelques journaux. Des hommes qui sont plus gens de lettres que militants, et que l'amitié unit aussi sûrement que les affinités intellectuelles.

Le fascisme des années 1930 est donc un état d'esprit, l'expression d'une sensibilité, d'un romantisme politique, un phénomène littéraire qui s'incarne dans des hommes et au travers d'un journal, et non dans une troupe de nerfs bottés. C'est aussi un produit de la droite nationaliste, car l'autre composante du fascisme français — le radicalisme jacobin — ne se révèle qu'entre 1938 et 1944. Pierre-Marie Dioudonnat va même jusqu'à le présenter comme une conséquence du nationalisme maurassien, et il est vrai que, dans l'équipe de *Je suis Partout*, nombreux sont ceux qui ont été ou demeurent — au moins jusqu'à la guerre — influencés par la pensée de Maurras.

C'est le cas de Gaxotte, rédacteur en chef de l'hebdomadaire jusqu'en 1937, et qui avait été secrétaire de Maurras. C'est le cas de Brasillach, qui dirige la page littéraire de l'*Action française* de 1932 à 1939, de Rebatet, chroniqueur cinématographique du journal royaliste et de Jeantet qui milite dans les organisations royalistes jusqu'en 1930. Mais ces esprits brillants (sauf Jeantet) étaient-ils des maurrassiens ? Question plus délicate qu'il ne paraît, tant les personnalités étaient diverses, et les prises de position de *Je suis Partout* mouvantes.

Comme le montre Pierre-Marie Dioudonnat, l'histoire de *Je suis Partout* se décompose en plusieurs époques. Celle de la fondation, où une équipe hétérogène développe uniquement « un nationalisme craintif de pays fatigué qui se cramponne à un immobilisme considéré comme

l'unique planche de salut », et qui dénonce les « trois capitales du désordre » : Genève, Berlin et Moscou. Celle, ensuite, de l'alignement sur la droite des ligues, *Je suis Partout* militant pour une irréalisable « union des nationaux ». Celle, surtout, où *Je suis Partout*, sous l'influence de Gaxotte et de Brasillach, trouve un ton qui lui est propre et n'hésite pas à se définir comme l'organe du fascisme international.

... ET POESIE DE LA POLITIQUE

C'est à ce moment que se manifeste le plus consciemment ce que Brasillach appelle « l'esprit fasciste ». Un fascisme qui est « beaucoup plus ressenti que pensé », qui se présente comme « une réaction épidermique devant l'arrogance du Front populaire » et aussi comme un refus de l'internationalisme antifasciste. Réactions esthétiques, plus poétiques que politiques, qui débouchent sur l'exaltation du rexisme belge, de la Phalange espagnole, de la Garde de Fer roumaine et du Faisceau mussolinien. Poète égaré dans la politique, Brasillach se fait alors le chantre de la jeunesse des camps et des cérémonies où se lève le « fascisme immense et rouge ».

Ce culte douteux de la jeunesse embrigadée et des « fêtes » où la personnalité s'évanouit, ce mauvais romantisme de l'action, cette mystique de l'internationale blanche, est-ce bien cela l'esprit maurassien ? Les humeurs de Brasillach et de Rebatet (qui devient germanophile par antisémitisme et parce que les Allemands chantent bien) sont au contraire à mille lieues de la méthode maurrassienne et de ce qui s'écrit alors dans l'*Action française*. L'esprit maurassien reste cependant présent à *Je suis Partout*, empêchant qu'il sombre dans le culte de l'Allemagne nazie, et retenant les meilleurs de ses rédacteurs « en-deçà du nihilisme » : si Rebatet est saisi du délire raciste et nazi, si Jeantet devient un agent allemand, Brasillach et Gaxotte restent fidèles à l'antigermanisme politique et philosophique — à l'anti-racisme aussi — du chef de l'*Action française*.

Ainsi, avant que ne s'ouvre l'ère des grandes crises internationales, l'esprit maurassien le dispute à l'esprit fasciste. Le premier triomphera même en 1938-1939, puisque *Je suis Partout* s'aligne, au moment de la crise tchécoslovaque, sur le pacifisme nationaliste de l'A.F. et en vient à éprouver une désaffection de plus en plus nette à l'égard du « fascisme international ».

Il faudra la défaite, puis l'invasion allemande de la Russie, pour que *Je suis Partout* — qui reparait à Paris en 1941 contre l'avis de Maurras — sombre dans le national-socialisme et soit entraîné dans la mécanique infernale de la collaboration. C'est l'époque où l'équipe de *Je suis Partout* règne sur la presse, la littérature et le théâtre, où Rebatet, suant de haine, vomit un immonde flot d'insultes sur l'*Action française* en particulier et sur les Français en général, et

où Brasillach fait l'apologie de l'armée allemande et de la politique qu'elle impose à la France. Maurras n'a alors plus aucune influence sur ce troupeau d'hystériques, d'aventuriers louches, d'agents allemands et de rêveurs dangereux qui se rassemble à *Je suis Partout* avant que la mort, l'exil ou la prison ne le disperse.

MAURRAS CONTRE LE FASCISME

L'analyse historique de Pierre-Marie Dioudonnat jette donc des lumières nouvelles sur l'esprit des années 1930 et sur l'influence de la droite pendant l'occupation. Il est en revanche regrettable qu'il ait choisi de sous-titrer son ouvrage de manière aussi équivoque — car tous les maurrassiens n'ont pas subi cette tentation ; et les maurrassiens qu'il étudie étaient d'une bien curieuse espèce — et surtout qu'il ait présenté le fascisme de *Je suis Partout* comme un « maurrassisme possible ». On a vu, et Pierre-Marie Dioudonnat le montre à plusieurs reprises, que *Je suis Partout* a été le théâtre d'une lutte entre l'esprit maurrassien et l'esprit fasciste. L'auteur n'en affirme pas moins que l'*Action française* a « secrété » le fascisme, et ceci pour trois raisons très contestables :

— La première est que l'A.F. n'a jamais manifesté « la moindre hostilité au fascisme ». Ce qui est inexact car Maurras et ses collaborateurs n'ont jamais manqué de formuler les plus vives critiques à l'encontre de la doctrine fasciste, du totalitarisme fasciste, et du prétendu corporatisme italien.

— La seconde est que l'A.F. n'est « pas épargnée par la vague de solidarité politique transnationale » qui est un des éléments fondamentaux du fascisme. Mais solidarité avec qui ? Avec Franco, chef de l'Etat espagnol, — et pour des raisons d'intérêt national — et non avec José Antonio Primo de Rivera. Avec Mussolini, qui est jusqu'à un certain moment un pion contre l'Allemagne, et non avec les Chemises noires que célèbre Brasillach. Avec Salazar (que les fascistes n'aiment pas), encore que les articles sur le régime portugais soient rarissimes dans l'*Action française*.

— La troisième est que l'A.F. « adhère pleinement aux antagonismes du moment ». Ce qui est vrai. Mais le combat politique des années 1930 oppose les conservateurs aux « révolutionnaires » et c'est plus un alignement (d'ailleurs limité) sur la réaction conservatrice que l'on peut reprocher à l'A.F. qu'une union avec un fascisme qui demeure très marginal dans la droite des années 1930.

Maurras n'a donc pas secrété le fascisme, ni sur le plan politique parce qu'il a toujours refusé son romantisme et son jacobinisme, ni sur le plan intellectuel parce que sa philosophie politique s'oppose fondamentalement aux mythes fascistes. Il faudra y revenir.

Bertrand RENOUVIN.

(1) Pierre-Marie Dioudonnat : *Je suis Partout - Les maurrassiens devant la tentation fasciste*. (La Table Ronde.)

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)